

14 mar 2003 -16:00

Conseil des Ministres du 14 mars 2003

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 14 mars 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

Le Conseil des Ministres s'est réuni au 16 rue de la Loi, le vendredi 14 mars 2003, à partir de 10h00, sous la présidence du Premier Ministre Guy Verhofstadt.

A l'issue du Conseil, le Premier Ministre a donné un aperçu des principales décisions. Le Premier Ministre a tout d'abord commenté l'approbation de l'arrêté royal l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente. Le projet d'arrêté royal exécute la loi qui vient d'être votée au Sénat. Il reprend toutes les catégories qui tombent sous cette loi., ainsi que les procédures simplifiées et accélérées pour l'octroi de licences d'exportation et de transit à destination de pays clairement nommés. (communiqué 30) Le Premier Ministre a aussi mis l'accent sur certains des communiqués approuvés : * un projet d'arrêté royal fixant un plan d'urgence nucléaire et radiologique pour le territoire belge (communiqué 3) ; * un projet d'arrêté royal relatif aux cartes d'identité (communiqué 10) ; * un projet d'arrêté royal relatif aux techniques d'enquête policières (ce projet d'arrêt exécute la loi sur les techniques spéciales d'enquête pour les opérations d'infiltration notamment. (communiqué 14). A propos du projet d'arrêté royal instaurant un système de déclaration électronique en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques. Le Premier Ministre a insisté sur le fait que le système tax on line entre en application le 2 juin 2003. Il cadre dans le souhait d'augmenter l'interactivité de l'e-government déjà introduite, par exemple en matière de sécurité sociale et de rappeler que le 31 mars les demandes de plaques d'immatriculation pourront également être formées par voie électronique (communiqué 26). *** Le Conseil des Ministres a ensuite approuvé :- deux projets d'arrêtés royaux visant à autoriser l'accès au registre national des personnes physiques de l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire (AFCN) et de la Société de Développement pour la Région de Bruxelles-Capitale (SDRB) (communiqué 6-7) ; - la conclusion de deux contrats relatifs à l'entretien, la réparation et la livraison des accessoires de fonctionnement des éthylotests et des éthylomètres, utilisés par la police fédérale et par la police locale (communiqué 8) ; - un projet d'arrêté royal portant modification des délais d'avis du Conseil d'Etat pour la création d'une Commission ad hoc en ce qui concerne les avis négatifs relatifs aux candidats à un mandat au sein de l'Exécutif des Musulmans de Belgique (communiqué 13) ; - un projet d'arrêté royal créant des grades particuliers au sein des services extérieurs de la Direction générale Exécution des peines et mesures (communiqué 16) ; - un projet d'arrêté royal fixant les conditions particulières de recrutement du personnel statutaire et contractuel de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire (AFSCA) et organisant le service en vue de prévenir les conflits d'intérêt (communiqué 17) ; - trois projets d'arrêtés royaux concernant le transfert de biens immobiliers fédéraux à la Région flamande (communiqué 20) ; - un projet d'arrêté royal adaptant la législation en matière de premier emploi (communiqué 22) ; - deux projets d'arrêtés royaux, l'un instaurant un système de notifications électroniques entre le Service Public Fédéral Finances et certains officiers ministériels, fonctionnaires publics et autres personnes, l'autre relatif au Code des impôts sur les revenus 1992 (communiqué 23) ; - un projet d'arrêté royal portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat (communiqué 24) ; - une série de conventions conclues (dans le cadre de la Politique de la Ville) avec les villes de Gand et de Charleroi pour l'année budgétaire 2003 (communiqué 27) ; - un projet d'arrêté royal relatif au fonctionnement et à l'administration des établissements de jeux de hasard de classe III, aux modalités des demandes et à la forme de la licence de classe C (communiqué 28) ; - trois projets d'arrêtés royaux concernant l'indépendance des commissaires chargés du contrôle légal des comptes annuels d'entreprises (communiqué 29) ; - un projet d'arrêté royal contenant des mesures visant à promouvoir la

production socialement responsable (communiqué 31) ;- un avant-projet de loi portant assentiment à un accord de coopération entre l'Etat fédéral, les Régions et les Communautés visant la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé (communiqué 32) ;- un projet d'arrêté royal limitant la mise sur le marché et l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses (communiqué 33) ;- un projet d'arrêté royal sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins (communiqué 36) ;- trois projets d'arrêtés royaux relatifs au système de financement des maisons de repos pour personnes âgées pour l'année 2003 (communiqué 37) ;- deux projets d'arrêtés royaux en ce qui concerne l'évaluation de l'intervention de l'assurance soins de santé en ce qui concerne les maisons de repos et les maisons de repos et de soins (communiqué 38) ;- un avant-projet de loi accordant des avantages complémentaires en matière de pension de retraite aux personnes désignées pour exercer une fonction de management ou d'encadrement dans un service public (communiqué 40) ;- un projet d'arrêté royal concernant les pensions accordées à certains membres de Belgocontrol (communiqué 41) ;- un avant-projet de loi portant sur la participation de la Belgique à la neuvième reconstitution des ressources du Fonds africain de Développement (FAD) (communiqué 42) ;- une communication portant sur l'Accord général sur le commerce des services (A.G.C.S, ou GATS en anglais) (communiqué 43) ;- le financement sur le budget 2003 du Spf Affaires étrangères d'une série d'initiatives en matière de diplomatie préventive, d'aide aux populations victimes de conflits, de respect des droits de l'homme et de consolidation de l'état de droit (communiqué 44) ;- un avant-projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la Géorgie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune (communiqué 45).

SPF Chancellerie du Premier Ministre - Direction générale
Communication externe
Rue de la Loi 16
1000 Bruxelles
Belgique
+32 2 501 02 11
<https://chancellerie.belgium.be>

Christophe Springael
Service Rédaction (FR)
+32 2 287 41 92
+32 477 59 14 37
christophe.springael@premier.fed.be

Thomas Ferri
Service Rédaction (NL)
+32 2 287 41 42
+32 471 67 07 73
thomas.ferri@premier.fed.be